

**Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique
JEANNE D'ARC DE GEX**

Association Loi 1901

273 rue de Genève
01170 GEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2024

Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique
JEANNE D'ARC DE GEX
Association Loi 1901

273 rue de Genève
01170 GEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 août 2024

A l'Assemblée générale,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique JEANNE D'ARC DE GEX, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

A la date de clôture, votre association a comptabilisé des concours publics et subventions d'exploitation pour un montant de 2 720 891 €, comptabilisés selon les méthodes décrites dans la note intitulée « Concours publics et subventions ».

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre association et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent l'évaluation des produits à la clôture, à examiner les conventions d'attribution de subvention en 2023 et 2024. Nous nous sommes aussi assurés que la note de l'annexe fournit une information appropriée.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.



VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valence, le 9 décembre 2024

Le commissaire aux comptes
Audit Dauphiné

Nicolas BRICHE
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/08/2024			31/08/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	23 322	23 322		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	12 000	12 000		300
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	689 265	78 725	610 540	564 612
	Constructions	27 117 836	14 279 184	12 838 652	13 214 314
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	2 367 286	1 975 738	391 548	404 381
	Autres immobilisations corporelles	1 504 378	1 278 237	226 142	210 485
	Immobilisations corporelles en cours	463 737	12 672	451 065	282 396
	Avances et acomptes	47 598		47 598	
ACTIF CIRCULANT	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	15		15	15
	Prêts	64 556		64 556	51 596
	Autres immobilisations financières	1 800		1 800	300
	TOTAL (I)	32 291 793	17 659 878	14 631 915	14 728 399
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	128 644	31 162	97 482	84 371
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 407 519		1 407 519	1 995 045
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	980 764		980 764	
	DISPONIBILITES	1 651 984		1 651 984	1 669 269
	Charges constatées d'avance	157 059		157 059	214 278
	TOTAL (II)	4 325 969	31 162	4 294 808	3 962 963
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)	(15)		(15)	
	TOTAL ACTIF (I à V)	36 617 747	17 691 040	18 926 707	18 691 361
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					51 896
(3) dont à plus d'un an				11 423	

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/08/2024	31/08/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	972 495	972 495
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	96 298	96 298
	Autres		
	Report à nouveau	6 192 818	5 278 593
	Excédent ou déficit de l'exercice	900 066	914 225
	Total des fonds propres (situation nette)	8 161 678	7 261 611
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	3 277 019	3 364 162
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	3 277 019	3 364 162
	Total des fonds propres	11 438 697	10 625 773
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	30 567	31 199
	Total des fonds reportés et dédiés	30 567	31 199
Provisions	Provisions pour risques	3 672	3 919
	Provisions pour charges	159 247	158 602
	Total des provisions	162 919	162 521
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 989 925	6 628 655
	Emprunts et dettes financières divers	1 650	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	335 600	332 269
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	439 784	234 146
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	354 589	363 495
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 206	302 184
	Autres dettes	108 287	10 358
	Produits constatés d'avance	483	761
	Total des dettes	7 294 525	7 871 868
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	18 926 707	18 691 361
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	900 066,48	914 224,74
	(1) Dont à moins d'un an	1 621 907	1 886 780
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	2 281	

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/08/2024	31/08/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	9	14
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	7 025 312	6 296 903
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 720 891	2 360 579
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	28 515	5 925
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 609	25 307
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	632	422
	Autres produits	21 400	35 105
	Total des produits d'exploitation	9 806 368	8 724 255
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	3 701 616	3 110 376
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	286 689	265 116
	Salaires et traitements	2 916 547	2 737 883
	Charges sociales	1 037 247	951 739
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 076 375	979 252
	Dotation aux provisions	645	13 810
	Reports en fonds dédiés		5 925
	Autres charges	67 313	67 502
	Total des charges d'exploitation	9 086 432	8 131 602
RESULTAT D'EXPLOITATION		719 937	592 653

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/08/2024

31/08/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		719 937	592 653
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	70 404	25 190
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		70 404	25 190
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	65 414	68 426
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		65 414	68 426
RESULTAT FINANCIER		4 990	(43 236)
RESULTAT COURANT avant impôts		724 927	549 417
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	7 337	64 571
	Sur opérations en capital	231 801	210 294
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	417	111 787
	Total des produits exceptionnels	239 556	386 652
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	49 695	16 102
	Sur opérations en capital		175
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	170	
	Total des charges exceptionnelles	49 865	16 277
RESULTAT EXCEPTIONNEL		189 691	370 375
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		14 551	5 567
TOTAL DES PRODUITS		10 116 328	9 136 097
TOTAL DES CHARGES		9 216 262	8 221 872
EXCEDENT ou DEFICIT		900 066	914 225
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		349 650	349 650
Bénévolat		27 840	24 088
TOTAL		377 490	373 738
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		349 650	349 650
Prestations			
Personnel bénévole		27 840	24 088
TOTAL		377 490	373 738

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **18 926 707** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **10 116 328** euros et un total **charges** de **9 216 262** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **900 066** euros.

L'exercice considéré débute le **01/09/2023** et finit le **31/08/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les recommandations de la FNOGEC, les dispositions du code de commerce, ainsi que des règlements ANC 2014-03, ANC 2018-06 et ANC2022-02 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

INFORMATIONS GENERALES

L'OGEC INSTITUTION JEANNE D'ARC assure la gestion de l'Ecole, du Collège, du Lycée Générale et Technologique, du Lycée Professionnel, et du Centre de Formation par Apprentissage Privé Jeanne d'Arc.

SIEGE : Son siège est situé 273 Rue de Genève 01 170 GEX

OBJET : Son objet est d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES

- Activités pédagogiques : Enseignement primaire (école maternelle et élémentaire) et secondaire (lycée général, technologique et professionnel), Enseignement supérieur et

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Formation initiale par apprentissage (UFA).

- Activités annexes : Restauration scolaire,

MOYENS MIS EN OEUVRE

Personnel enseignant mis à disposition par l'état, Personnel salarié OGEC, Locaux scolaires

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Faits caractéristiques

L'Ogec a contracté un emprunt de 3 500 K€ en mai 2023, dont le déblocage doit intervenir au plus tard en mai 2025. Le capital n'étant pas débloquent, Il ne figure pas à ce jour dans les dettes à long terme

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/08/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	35 322					35 322
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 322					35 322
CORPORELLES	Terrains	641 262		48 003			689 265
	Constructions sur sol propre	12 532 607		17 643			12 550 250
	sur sol d'autrui	9 728 414					9 728 414
	instal. agencet aménagement	4 417 438		60 333	(361 402)		4 839 172
	Instal technique, matériel outillage industriels	2 248 590		118 696			2 367 286
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	34 998					34 998
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 353 026		116 355			1 469 381
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	295 068		530 071	361 402		463 737
	Avances et acomptes			47 598			47 598
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 251 401		938 699			32 190 100	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	15					15
	Prêts et autres immobilisations financières	51 896		14 460			66 356
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	51 911		14 460			66 371
TOTAL		31 338 635		953 158			32 291 793

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/08/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	35 022	300		35 322
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 022	300		35 322
CORPORELLES	Terrains	76 650	2 075		78 725
	Constructions sur sol propre	5 472 094	317 263		5 789 358
	sur sol d'autrui	4 531 673	305 055		4 836 728
	instal. agencement aménagement	3 460 377	192 721		3 653 098
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 844 209	131 530		1 975 738
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	28 410	2 066		30 476
	Matériel de bureau, mobilier	1 149 128	98 632		1 247 761
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		16 562 541	1 049 342		17 611 884
TOTAL		16 597 564	1 049 642		17 647 206

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/08/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	64 556		64 556
	Autres immobilisations financières	1 800		1 800
	Clients, usagers douteux ou litigieux	11 423		11 423
	Autres créances clients, usagers	117 221	117 221	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	219	219	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 349 383	1 349 383	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	57 918	57 918	
	Charges constatées d'avance	157 059	157 059	
	TOTAL DES CREANCES	1 759 577	1 681 799	77 778
Prêts accordés en cours d'exercice		12 960		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/08/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 281	2 281		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	5 987 644	650 626	2 099 314	3 237 704
	Emprunts et dettes financières divers	1 650	1 650		
	Fournisseurs et comptes rattachés	439 784	439 784		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	115 807	115 807		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	167 980	167 980		
	Impôts sur les bénéfices	14 551	14 551		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	56 251	56 251		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	64 206	64 206		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	108 287	108 287		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	483	483		
	TOTAL DES DETTES	6 958 925	1 621 907	2 099 314	3 237 704
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		640 606			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/08/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	3 919	170	417	3 672
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	158 602	645		159 247
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	162 521	815	417	162 919
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations {incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	12 672			12 672
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	14 038	26 732	9 609	31 162
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	26 710	26 732	9 609	43 834
TOTAL GENERAL		189 231	27 547	10 026	206 752
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			27 378 170	9 609 417	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/08/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/08/2024
Fonds propres sans droit de reprise	972 495				972 495
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	96 298				96 298
Autres réserves					
Report à nouveau	5 278 593	914 225			6 192 818
Excédent ou déficit de l'exercice	914 225	(914 225)	900 066		900 066
Situation nette	7 261 611		900 066		8 161 678
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	3 364 162		144 659	231 801	3 277 019
Provisions réglementées					
TOTAL	10 625 773		1 044 725	231 801	11 438 697

SUBVENTION INVESTISSEMENTS OBTENUES AU COURS DE L'EXERCICE :
Etat : 0€
Region : 47 389€
Département : 97 270 €

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en **euros**

Fonds dédiés clôture 31/08/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/08/2024	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
31 199				(632)	30 567	
31 199				(632)	30 567	

Les fonds dédiés correspondent à des dons reçus pour l'extension du Lycée

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			157 059
Charges diverses de fonctionnement		157 059	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			157 059

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/08/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		483	483
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			483

--

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/08/2024	31/08/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Equivalent Loyer	349 650	
Bénévolat	349 650	
Bénévolat	27 840	
Détail page 25		
	27 840	
Total	377 490	
Répartition par nature de charges	31/08/2024	31/08/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Equivalent loyer	349 650	
Prestations	349 650	
Personnel bénévole		
Bénévolat	27 840	
	27 840	
Total	377 490	

Concours publics et subventions

31/08/2024	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Etat exprimé en euros						
Concours publics et subventions						
Concours publics		775 928	1 400 004		485 439	2 661 371
Subventions d'exploitation			47 518		12 002	59 520
Subventions d'investissement			(27 520)		(22 684)	(50 204)
TOTAL		775 928	1 420 002		474 757	2 670 687

Subventions d'exploitations :
Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

Subventions d'investissements :
Les subventions d'investissement sont comptabilisées lors de l'encaissement. L'association a décidé d'opter pour l'étalement sur la durée d'amortissement des biens acquis à l'aide de subventions d'investissements ou de dons dédiés. Cette option est irrévocable.

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
ETAT	775 928		
REGION	519 123	4 698	(23 869)
DEPARTEMENT	518 412	41 820	(3 652)
COMMUNE	362 469	1 000	
OPCO	485 439	12 002	
AUTRES : TAXE APPRENTISSAGE			(22 683)
Totalisation	2 661 371	59 520	(50 204)

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/08/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Provision départ en retraite			159 247	
			159 247	
Autres engagements				
Total des engagements financiers (1)			159 247	
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Elle se limite donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision complémentaire pour charge a été comptabilisé au titre de l'exercice pour un montant de 465 €. Le montant total de cette provision s'élève à 159 247 €.

Hypothèses de calcul : départ volontaire à 64 ans, rétrospective prorata temporis, actualisation et inflation : 3%

Annexe libre

Etat exprimé en euros

BENEVOLAT :

La valorisation des heures effectuées est effectuée au taux SMIC (janvier 2024) + charges patronales

- Membres de l'association :
Heures de bénévolat pour les activités de pastorale école et collège + heures pour la classe ULYS = 42Heures soit 24 708€
- Membres du conseil d'administration = 18Heures soit 3 132€

EQUIVALENT LOYER :

Valorisation des surface mise à disposition gracieusement par l'association Villeneuve :

- Terrain où a été construite l'école, à 1.50€ /m² soit 2 850€
- Bâtiment du collège, à 400€ / élèves selon donnée FNOGEC, soit 346 800€

Effectif moyen

		31/08/2024	Interne
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		24
	Professions intermédiaires		4
	Employés		56
	Ouvriers		
	TOTAL		84